



La revue pour l'histoire du CNRS

6 | 2002

Les années 60 : l'Espace, l'Océan, la Parole

Les ingénieurs au Parlement, sous la III^e République

Bruno Marnot, CNRS ÉDITIONS, Paris, 2000

Muriel Le Roux



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/401>

ISSN : 1955-2408

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 5 mai 2002

ISBN : 978-2-271-05926-0

ISSN : 1298-9800

Référence électronique

Muriel Le Roux, « Les ingénieurs au Parlement, sous la III^e République », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 6 | 2002, mis en ligne le 06 mars 2006, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/401>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Comité pour l'histoire du CNRS

Les ingénieurs au Parlement, sous la III^e République

Bruno Marnot, CNRS ÉDITIONS, Paris, 2000

Muriel Le Roux



L'ouvrage de Bruno Marnot, issu d'une thèse de doctorat dirigée par François Caron, privilégie l'étude d'une catégorie socioprofessionnelle qui est bien connue : les ingénieurs. Les travaux des élèves de F. Caron qui, dans toutes les histoires de branches industrielles, ont accordé une large place à cette catégorie de personnels des entreprises, et ceux entre autres d'A. Thépot¹, A. Grelon² et A. Picon³ qui ont aussi bien étudié la formation, l'activité industrielle que leurs réseaux, fournissent une connaissance solide sur le monde des ingénieurs jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

- 1 Pourtant l'auteur, en retenant un axe transversal : l'action des ingénieurs au Parlement sous la III^e République, éclaire l'action accomplie discrètement par ces hommes pour qui la « chose », quelle qu'elle soit, devait fonctionner. On voit comment peu à peu leur foi dans le progrès scientifique a rencontré le discours et la pratique du pouvoir républicain.
- 2 L'exercice n'était pas simple puisqu'il s'agit ici ni plus ni moins d'évoquer le mariage du « progrès scientifique et technique » et du « politique ». Le résultat intéresse aussi bien l'histoire politique, l'histoire sociale mais aussi économique, dans son acception la plus large en apportant de nombreuses réponses aux questions soulevées par l'histoire des sciences et des techniques. Son livre se situe donc à la croisée de la sociologie, de la

prosopographie des élites et des sciences sociales qui analysent le rôle de l'État en matière d'économie.

- 3 Apparaît ainsi un corpus composé de 280 parlementaires, ce qui suppose un énorme travail de dépouillement des sources parlementaires que l'auteur a su maîtriser sans perdre son fil conducteur. On voit ainsi évoluer, de conserve, la profession d'ingénieurs, leurs engagements politiques et les positions de l'État en matière de politique économique et industrielle, qu'il s'agisse des chemins de fer, du téléphone, de l'électricité, de l'aviation ou encore de la recherche industrielle.
- 4 Trois parties scandent la narration de l'action conduite par ces ingénieurs au service de cette république.
- 5 1871-1889 marque le temps de la domination des ingénieurs d'État. 1889-1919 fut celui des ingénieurs civils. La dernière période, qui nous mène d'une guerre à l'autre, est sans aucun doute celle qui fut la plus complexe car les ingénieurs parlementaires furent déchirés entre deux possibles : agir au sein du Parlement ou investir des lieux de mise en pratique des décisions, les ministères, et rejoindre les rangs de la technocratie naissante.
- 6 Tout au long du récit, apparaissent le lent déclin de l'hégémonie des ingénieurs d'État, l'irréversible démocratisation de la profession, le rôle accru des ingénieurs industriels au sein des assemblées tenues de résoudre de grandes questions. Il s'agit de maîtriser le développement des réseaux (chemins de fer électrique), de favoriser l'équipement général du pays (très bonne analyse des enjeux noués autour des équipements portuaires par exemple), de favoriser tous les processus d'unification de ces réseaux ou encore de moderniser l'agriculture par la mécanisation ou la recherche chimique. On voit bien comment une invention française, le téléphone, n'a pas trouvé les soutiens nécessaires pour devenir le nouveau moyen de communication du fait de l'étroitesse de vue de ces mêmes ingénieurs. Il s'agit là d'un cuisant échec. Tous les enjeux furent âpres entre les clans libéraux et anti-libéraux, mais, à la même époque, de nouvelles visions du rôle de l'État émergeaient.
- 7 L'ambiguïté des relations entre l'économie et l'État fait place à la nécessité pour celui-ci d'en être l'instigateur, c'est du moins ce que lui demandent les ingénieurs parlementaires à la fin de la période. Ainsi, ils véhiculent des idées très neuves comme celle de la décentralisation des procédures de décision ; ils espèrent la réalisation d'un compromis entre un service public (symbolisé par ces grands réseaux unifiés) et la liberté d'entreprendre.
- 8 Les figures connues, car il s'agit d'élus, qui devinrent ministres, comme Jules Moch, regagnent une place plus modeste, l'analyse profitant davantage aux anonymes. Car la gageure que soutient B. Marnot est de les faire revivre, en leur restituant la portée réelle de leurs actions. Élus locaux, mais aussi membres du Parlement, ils ont participé à la vie de la nation. L'auteur observe un glissement à droite des ingénieurs parlementaires et note que l'influence de la notabilité locale s'atténue au profit des pressions exercées par la nouvelle technocratie. Mais il n'y eut que rarement des engagements extrémistes dans leurs rangs et l'appartenance partisane ne fut pas la motivation première de leur présence au Parlement. Du moins, c'est ce que les sources laissent entrevoir, les papiers personnels étant quasi inexistantes pour la majorité d'entre eux. Si le groupe diminue en nombre, la qualité de leur action ne s'atténue pas et se déplace vers les commissions préparant les débats. La pérennité de cette action de qualité joua un rôle déterminant au

sein des assemblées en orientant les débats vers des questions de première importance. N'est-ce pas une reconnaissance par le monde politique de leur compétence ?

- 9 Il reste à entreprendre la même recherche pour le second XX^e siècle, cette étude compléterait utilement les travaux de Jean Ruhlmann⁴ sur les classes moyennes. La complémentarité entre les deux approches est patente pour la connaissance de notre société qui demande chaque jour davantage à la science, aux technologies et à la politique...
- 10 Un regret toutefois, en ceci que la richesse des notices biographiques de la thèse originale ne soit pas restituée *in extenso* à la fin de l'ouvrage qui, ainsi, ne rend pas réellement compte du travail accompli par l'auteur. Cela prive le lecteur d'un outil auquel il aurait été utile de pouvoir se référer. Quoi qu'il en soit cet ouvrage, en comblant un vide historiographique, rappelle que la IIIe République a, elle aussi, été industrielle.

NOTES

1. *Les ingénieurs des mines au XIX^e siècle. Histoire d'un corps technique d'État (1880-1914)*, Paris, Eska, t. 1, 1998.
2. A. Grelon et F. Birck (dir.), *Des ingénieurs pour la Lorraine, XIX-XX^e siècles*, Édition Serpenoise, 1998.
3. A. Picon qui, avec Dominique Pestre, Amy Dahan (entre autres), a travaillé sur les polytechniciens.
4. *Ni bourgeois, ni prolétaires. La défense des classes moyennes en France au XX^e siècle*, Éditions du Seuil, Paris, 2001.

AUTEUR

MURIEL LE ROUX

Chargée de recherche IHMC-CNRS